



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

26 août 2015

Rapport au Bureau National du 26 Août 2015 Et résumé de la discussion

Rapport

Les partis politiques et leurs leaders se positionnent pour les échéances électorales prochaines sur fond de recomposition. Pour les serviteurs du capital, c'est la situation politique et sociale qui les guidera aux régionales du 6 décembre.

Ils sont dans la perspective d'une alternance possible avec les présidentielles et législatives dans moins de 2 ans. Le capital choisira ses représentants suivant les besoins du moment.

Nous savons que le pouvoir politique dépend du choix des multinationales, sa durée de vie est éphémère, les élections se succèdent sans que rien ne change quels que soient les partis au pouvoir.

- Le Parti Socialiste au pouvoir va tenter de sauver les meubles sur fond de déception et de profond mécontentement alors qu'il détient la direction de la quasi-totalité des régions, et bien sûr du pouvoir d'état.

- La droite et ses alliés partagent entièrement les mêmes objectifs sur le rôle des régions, de l'Europe depuis toujours. (Rappelons-nous Maastricht avec les meetings communs droite PS etc.).

- Les écologistes sont partagés entre un retour au gouvernement et une alliance avec le Front de gauche. Les deux sont possibles suivant les opportunités, on l'a vu aux municipales.

- Le Parti Communiste français qui avec Mélenchon sont plutôt très discrets depuis les accords en Grèce entre le gouvernement Tsipras et la troïka tant décriée par ce dernier.

Cette pseudo perspective politique n'était qu'un leurre politicien pour canaliser la colère des Grecs. Nous l'avons dénoncée dès le début.

- Quant au Front National, sa démagogie visant à faire croire qu'il est le défenseur du peuple ne masque pas l'essentiel quand il s'exprime en proposant par exemple de créer **des « banques publiques régionales »** pour « favoriser au maximum le développement des entreprises » et qu'il « faut transformer l'État stratège par des régions stratégiques ». (Voir Les Echos du 14 août). **Le Front National est un parti comme les autres, au service du capital. Que ce soit au Parlement européen ou français, ses représentants soutiennent et votent toutes les lois dans l'intérêt du capital.**

Nous sommes donc les seuls à éclairer les enjeux réels, à faire des propositions révolutionnaires et dénoncer les impasses proposées par l'ensemble des partis politiques.

Nous en arrivons donc aux élections régionales, à leur importance et au travail que nous allons devoir organiser pour participer au débat public, donner notre avis et développer nos propositions.

L'essentiel de la discussion du Bureau National d'aujourd'hui doit nous permettre de mettre l'ensemble du parti en ordre de bataille très rapidement.

L'enjeu des régionales est clair pour nous, mais le pouvoir et l'ensemble des partis le masquent au travers de débats infinis sur les capitales régionales et les présidences régionales après nous avoir aussi abreuvés de discussions interminables sur les regroupements des départements dans telle ou telle région etc. Masquer les enjeux réels pour masquer les conséquences économiques et sociales, c'est l'objectif poursuivi par le gouvernement et **l'ensemble des partis parce qu'ils sont tous d'accord.**

La « réforme territoriale » est appliquée pour répondre aux besoins exclusifs du capital. Il s'agit à travers cette réforme d'adapter l'appareil économique, productif, financier et politique pour développer les profits des multinationales au travers des régions. Les communes et les départements sont des obstacles à ce développement, il faut (à terme) les supprimer.

Cette politique est dictée par les multinationales et appliquée dans toute la Communauté Européenne avec les états qui la composent. L'Europe a été créée pour cela, c'est bien de le rappeler.

Quelques rappels succincts :

L'Europe, c'est 28 pays, 510 millions d'habitants, 240 millions d'actifs, 16 % des importations et 50% des échanges commerciaux mondiaux, la première zone économique mondiale. Elle est dominée par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne. C'est le premier des grands ensembles économiques devant les USA et la Chine. Une puissance économique et militaire dont l'OTAN est le bras armé, dirigé par les USA à la tête de l'impérialisme mondial.

Mais l'Europe c'est aussi 44 millions de chômeurs, le travail précarisé, ce sont les peuples qui paient la « crise » par des plans d'austérité imposés dans tous les pays d'Europe pour les profits des multinationales.

- 52% des entreprises européennes ont publié des résultats financiers supérieurs à leurs attentes en 2014, et 67% déclaré des meilleurs revenus que prévus (Les Echos du 19 juin).

- 611,8 milliards de profits ont été réalisés en 2014 contre 552,3 milliards en 2013 par ces mêmes entreprises.

- Les profits boursiers européens ont augmenté de 13% en 2014, voilà l'Europe du capital.

L'idée d'une Europe supranationale pour répondre aux besoins du capital n'est pas nouvelle, elle date de plus de 60 ans, l'Allemagne nazie avait le même objectif.

« La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique. » Ces phrases sont tirées du manifeste du Parti Communiste de 1848, on en constate l'éclatante actualité !

Les décisions de l'Europe supranationale se sont accélérées depuis sa création.

Quelques dates récentes :

- Maastricht 1992 : Mitterrand et 11 autres états imposent un déficit public inférieur à 3% et décident la création de l'euro.

- Le Traité de Nice en 2000 impose les droits fondamentaux aux peuples, ignorant ceux définis par les nations et fixe la politique de défense.

- En 2005 c'est l'établissement d'une « constitution européenne » visant à supplanter les nations. La constitution est rejetée en France par référendum, le pouvoir en place utilise le « congrès » et fait voter la constitution européenne qui entre en vigueur en 2008.

La structuration des états suit de près les traités de domination des peuples :

- L'Euro pour aller vers l'intégration monétaire et la gouvernance supranationale,

- Le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) en 2011 qui permet la mise en place des plans d'austérité et des réductions drastiques des dépenses publiques et sociales, l'accélération des privatisations, la casse des acquis et des droits du travail.

Bonjour l' « Europe sociale » ! Ce slogan est repris par les partis politiques qui veulent se marquer « à gauche » et les centrales syndicales pour masquer leur collaboration de classe. Tout démontre qu'une société capitaliste ne peut être une société « sociale », il n'y a que les luttes pour arracher les acquis.

Mais ces dispositifs mis en place par le capital sont encore insuffisants. Il en veut plus, aller plus loin.

Avec les nations, les droits arrachés par les peuples au capital restent des entraves dans sa recherche du profit maximum.

La France à cet égard est un exemple de conquêtes sociales. La suppression des nations est donc pour le capital un impératif pour mieux contrôler et renforcer son emprise dans cette région du monde qu'est l'Europe !

Au plan international nous constatons que les tensions s'aiguisent sur l'ensemble des continents, elles ne sont évidemment pas étrangères à la politique menée par l'Europe.

Cette construction économique, politique, militaire se fait donc contre les peuples. En France les 13 grandes régions doivent devenir une composante de la maîtrise politique de l'Europe par le capital pour son expansion.

Des régions qui pourraient un jour dépasser les actuelles frontières. Voir par exemple la Catalogne, la Flandre, la région Est pour notre pays. La république une et indivisible serait ainsi enterrée.

La disparition des départements devient une nécessité pour les tenants du pouvoir. Elle est programmée de même que la disparition progressive des 36 000 communes avec la mise en place puis le

regroupement des Communautés de communes, la construction des métropoles comme Paris, Lyon, Marseille, ou Lille.

Répondre aux besoins du capital c'est être compétitif, rentable, il faut donc instaurer une compétition entre régions, on en devine les conséquences. L'inégalité des régions entre elles de par leur population, leurs industries, leur économie, soumises à la concurrence capitaliste va entraîner des conséquences sociales à tous les niveaux. Services publics de l'éducation nationale, la santé, les administrations, les prix de l'énergie, des transports, de la poste n'auraient plus les mêmes tarifs suivant les régions, et n'assureraient plus les mêmes services comme c'est déjà le cas.

Quant aux salaires, droits du travail, conventions collectives ils subiraient le même sort suivant la région habitée.

Hollande n'hésite plus à dévoiler le véritable objectif de la mise en place des régions en accord total avec la droite et autres serviteurs. Il déclare : « **Demain les régions et grandes régions de taille européenne seront la seule collectivité compétente pour soutenir les entreprises, elles auront en charge l'aménagement des grandes infrastructures. Pour remplir leur rôle, elles doivent disposer de moyens financiers propres et dynamiques. Elles porteront les politiques de formation et d'emploi. Des moyens financiers pour intervenir en matière de transport, des trains régionaux aux bus en passant par les routes, les aéroports et les ports. Elles géreront les lycées et les collèges** ». Tout est dit ! En quelque sorte c'est l'organisation de mini-états concurrents. On est loin de la « république une et indivisible ».

Nous sommes pour une nation souveraine, débarrassée du capital, libre de ses choix.

Face à cette politique, notre parti révolutionnaire Communistes est seul à lutter contre ce projet d'une Europe supranationale et ses instruments politiques, monétaires, industriels et militaires.

Les élections régionales du 6 décembre seront donc un moment fort de cette lutte. Le bureau national a donc la responsabilité avec le comité national d'organiser politiquement et concrètement les échéances à venir en prenant les initiatives nécessaires pour répondre à cette situation.

Il faut encore et toujours rappeler que nous sommes les seuls à rejeter sans aucune ambiguïté le projet du capital dans sa construction d'une Europe à son service, les seuls à vouloir et proposer la souveraineté des peuples de chaque pays. C'est un discours que l'on entend plus depuis longtemps.

Cela nous donne des responsabilités particulières dans ces élections pour faire connaître et partager notre analyse.

Nous avons trois mois pour cet objectif, nous devons très rapidement nous mettre en ordre de marche, il reste du temps pour le faire. Nous ne partons pas de rien, nous avons maintenant une expérience et l'unification COMMUNISTES - URCF nous a renforcés. Partout où nous sommes présents, nous devons faire grandir la perspective d'une voie révolutionnaire, la seule possible.

Le mécontentement, les désillusions, le désarroi et l'absence d'une perspective politique nous ouvrent des portes.

Pour traduire concrètement nos projets, il est urgent de réunir partout les structures du parti, réunir nos adhérents au niveau des localités et des départements pour bâtir avec **eux un plan de travail jusqu'à la fin de l'année.**

On doit organiser des débats, des réunions publiques, faire connaître à la presse locale notre présence, notre politique pour étendre notre champ d'intervention Il ne faut rien négliger : deux, trois camarades qui décident de distribuer notre propagande dans un quartier, une entreprise, c'est important pour faire connaître notre parti, nos propositions. On existe ! On propose autre chose !

Nous sommes les seuls à porter un projet politique qui offre une réelle perspective pour s'en sortir. C'est une aspiration populaire majoritaire, les gens veulent que ça change mais ils ne savent pas comment et avec qui. .

Enfin solliciter partout des candidatures pour les régionales, constituer des listes. Démontrons publiquement que notre ambition politique est une réalité et qu'elle répond aux besoins de la population, à ses aspirations.

Donc, très vite réunir nos adhérents, dresser des listes, contacter partout, nos sympathisants, nos amis, nos camarades dans les entreprises, organiser des rencontres, ce sera un bon début dans cette campagne qui démarre. Nous avons des outils pour aller à la rencontre des sympathisants, il y a celles et ceux qui nous lisent au travers de notre hebdo, de nos journaux, celles et ceux qui nous parlent de notre site.

L'implication des membres du bureau national est donc nécessaire.

Le comité national qui aura lieu le 19 septembre doit être au niveau de l'engagement politique pour entraîner tout le parti.

Quand on parle campagne électorale on pense bien sûr aux moyens à engager. Dans les rencontres, les réunions, aucun aspect de la vie politique ne peut être négligé. Finances, propagande, renforcement, organisation dans les départements sont des aspects très importants

pour élargir notre influence et faire progresser nos idées révolutionnaires.

Présenter des dizaines de candidats c'est autant de moyens militants que l'on met dans la bataille pour faire connaître les analyses de notre parti ses propositions, ses candidats. C'est autant de moyens que les candidates et les candidats iront solliciter pour financer la campagne électorale, c'est également la possibilité de renforcer les rangs du parti. Présenter des listes aux élections nécessite des moyens financiers très importants. On le sait, la bataille financière doit être à la hauteur et par conséquent au cœur de notre campagne. Nous avons engagé une souscription permanente, sachons l'utiliser à chaque occasion.

L'unification de nos deux organisations a suscité de l'enthousiasme. Cette dynamique va aboutir au renforcement du parti seul parti révolutionnaire en France.

Nous tiendrons le samedi 7 novembre une réunion nationale à laquelle nous invitons avec nos adhérents nos amis, pour un large échange sur la situation, les perspectives que nous proposons.

Cette force nouvelle doit se mettre en mouvement et en ordre de marche pour faire du 7 novembre un succès pour marquer notre campagne des régionales et lui donner un caractère véritablement national.

Dans notre courte histoire, cette période est un temps fort deux mois après la fusion, trois mois avant des élections très importantes pour l'avenir de notre pays, de notre peuple et des peuples européens.

Déjà des initiatives importantes sont prises dans le parti, des listes se construisent comme en Pays de la Loire, en Normandie ou dans le Centre. Les camarades concernés de nous feront partager de leurs expériences, notre Comité National du 19 Septembre sera l'occasion de faire un point plus précis des avancées dans les départements.

Résumé de la discussion

La préparation des élections régionales des 6 et 13 décembre a été au centre d'un échange très important.

Des camarades ont rappelé au travers d'exemples précis que l'objectif des grands groupes capitalistes et du gouvernement socialiste à leur solde était, plus que jamais, d'adapter toute la société française à la « Communauté Européenne » capitaliste. Il faut placer les multinationales françaises dans la concurrence mondiale capitaliste. Il

faut aller encore plus loin dans « l'intérêt des multinationales » ce qui signifierait une nouvelle perte des conquêtes nationales obtenues par les travailleurs de notre pays.

La discussion a aussi montré que tous les partis politiques, chacun à sa façon, se rangeaient une fois de plus derrière les forces du capital. Aucun d'eux ne dénoncera cette nouvelle attaque menée contre le peuple français. Ils s'enfonceront, une fois de plus dans des discussions destinées à camoufler l'enjeu véritable de ces élections.

Nous sommes le seul parti qui montrera ce que les forces capitalistes préparent dans notre pays, le seul parti qui vous appelle à agir, dès maintenant et avec force contre cette alliance étroite entre le capital européen et tous ces partis politiques qui ne remettent rien en cause.

Nous sommes les seuls à rejeter sans aucune ambiguïté le projet du capital dans sa construction à son service, les seuls à montrer qu'une autre politique de progrès économiques et social est possible dans notre pays, qu'il y a les moyens financier, économiques, scientifiques techniques, les seuls à vouloir la souveraineté des peuples de chaque pays leur coopération sur la base du respect et de l'indépendance, une politique de paix.

Le Bureau National appelle notre parti à développer son activité pour dénoncer et combattre les objectifs du capital. Il appelle à faire connaître partout nos propositions pour faire de la France un Etat souverain et démocratique qui développe une grande politique de progrès économique et social au service du peuple

Tous les camarades ont approuvé les propositions qui appellent dès aujourd'hui :

- à réunir les adhérents dans les cellules pour discuter politique et préparer le plan de travail
- à organiser des rencontres, des débats dans les entreprises, les localités
- à travailler à l'élaboration des listes de candidats
- à lancer en grand la souscription pour les élections régionales

Le samedi 7 novembre à 14h à PARIS
Réunion publique de notre Parti